

Mes connaissances en histoire sont assez limitées mais si ma mémoire est bonne, lorsque Alexandre le Grand dévastait tout sur son passage il y a de cela des siècles, il avait épargné une ville parce que les édiles lui avaient dit, par l'entremise d'un messager, qu'ils étaient disposés à lui donner n'importe quoi dans la ville, sauf les jeunes gens. Alexandre le Grand avait répondu que quiconque avait une telle attitude et faisait preuve d'une telle prévoyance, ne méritait pas de subir une attaque militaire. Ce fut la réaction d'Alexandre le Grand.

Aujourd'hui, nous avons «Pierre le Grand», le premier ministre, (M. Trudeau) mais son attitude est toute autre. Permettez-moi de rappeler les propos du premier ministre, qui prononçait un discours à London, en Ontario, le 11 novembre 1971. Il disait alors:

N'est-il pas vrai qu'un nombre croissant de gens se détournent de la moralité du travail... et certains d'entre eux sont en chômage, et cette vie d'oisiveté a plus de valeur à leurs yeux, que celle d'un voisin travaillant 40 heures par semaine à produire quelque chose qui leur semble inutile à la société et peut-être nuisible...

Le premier ministre prétend que nos jeunes gens se détournent de la moralité du travail, que, de fait, ils sont plutôt satisfaits de chômer, qu'ils n'aspirent pas à occuper un emploi créateur mais profitent simplement de la vie, errant ici et là dans différentes régions du pays. Comme quelqu'un vient de me le signaler, Pierre le Grand devrait retenir la leçon d'Alexandre le Grand. Je pense que le premier ministre avait raison de dire qu'aujourd'hui nos jeunes, et les gens en général, se demandent si le travail doit bien n'être défini que comme la création ou la production de richesses matérielles. Sur ce point, je suis d'accord avec lui, mais il est, certes, très loin de la réalité s'il croit encore que les jeunes Canadiens aujourd'hui sont satisfaits de figurer sur les listes de chômage et d'errer dans le pays à la recherche d'emplois. Ce n'est certainement pas le point de vue des jeunes avec lesquels je me suis entretenu ces derniers mois. Ayant été activement associé à des jeunes de l'ensemble du Canada et ayant conversé à titre de député avec ceux qui visitent la capitale, j'ai été très impressionné de leur attitude à l'égard d'un emploi futur. A mon avis, chez nos jeunes d'aujourd'hui l'effort le plus significatif tend à l'emploi. Comme n'importe quel groupe d'âge, ils veulent trouver un emploi productif.

• (1520)

Un de mes collègues à ma gauche a exposé le problème de façon assez détaillée en s'appuyant sur des chiffres. Comme, ces derniers mois, on m'a accusé d'insister peut-être trop sur la statistique du chômage, je m'abstiendrai donc de citer d'autres chiffres. Le député a signalé combien sont nombreux les jeunes de 14 à 24 ans qui cherchent du travail, ainsi que la moyenne nationale du chômage parmi les moins de 24 ans. Il a mentionné les 30,000 emplois créés aux termes du programme Perspectives-Jeunesse et souligné la dépense de quelque 30 millions de dollars. Il a dit qu'environ deux millions de Canadiens—on cite fréquemment le chiffre de 1.8 million—âgés de 14 à 25 ans, cherchent de l'emploi.

Ce qui m'inquiète particulièrement au sujet de ces statistiques et des conséquences de notre situation économique sur ces jeunes, c'est le fait que dès leur entrée à

l'école, c'est-à-dire du jardin d'enfants jusqu'à la fin de leurs études, leurs parents, leurs professeurs, les responsables de leurs collectivités et leurs gouvernements les exhortent à s'instruire afin de pouvoir se rendre utile un jour et pourtant des dizaines de milliers de jeunes diplômés d'université, d'écoles techniques et de différents collèges et écoles se trouvent en butte à des circonstances économiques qui leur interdisent de trouver de l'emploi. J'estime que ces jeunes chômeurs représentent l'élément le plus grave du problème dont nous discutons aujourd'hui.

Je ne me lancerai dans une longue discussion de ce problème mais je pourrais passer la majeure partie des quelques minutes à venir à parler de l'ampleur du problème et à citer des exemples des conséquences désastreuses du chômage sur les jeunes. Je pourrais citer des exemples de mémoires que nous avons reçus récemment de groupes urbains, surtout de Toronto, mais peut-être vaudrait-il mieux que je discute des responsabilités et de leurs origines tout en traitant de la suggestion de mon collègue.

Prenons les choses dans l'ordre. Le problème du chômage chez les jeunes ne peut jamais être considéré comme étant uniquement un problème gouvernemental. Il faut que le gouvernement l'admette. Quel que soit le genre de programmes qu'il adopte, y compris le programme Perspectives-Jeunesse, il est impossible de résoudre ce problème par une intervention purement gouvernementale. Le gouvernement doit admettre qu'il nous faut étudier l'ensemble de l'économie. Il doit admettre que si nous n'obtenons pas de l'industrie une participation plus active à la création d'emplois pour les jeunes, le chômage chez ceux-ci sévira de façon aiguë pendant encore plusieurs années.

Dans sa hâte de créer une ambiance politique favorable en se vantant du programme Perspectives-Jeunesse, le gouvernement a négligé de reconnaître le problème de même que l'importance d'engager l'économie. Il devrait s'efforcer davantage de le faire. Il faudrait qu'il offre quelque forme de stimulant à l'industrie, qu'il souligne l'avantage d'employer des jeunes gens. Je suis convaincu que le gouvernement fédéral n'a jamais vraiment porté beaucoup d'attention à l'aspect fédéral-provincial-municipal de cette situation. Il a annoncé son programme Perspectives-Jeunesse sans consulter les provinces. L'Ontario, l'Alberta et d'autres provinces ont mis en œuvre leurs propres programmes et si j'en juge par les commentaires faits en public, on n'a guère essayé d'intégrer ces politiques et ces programmes.

Je m'empresse d'ajouter que le gouvernement fédéral n'est pas entièrement à blâmer. Les trois niveaux de gouvernement doivent certes, entrer en jeu si nous voulons avoir des résultats significatifs. D'abord, il faut réévaluer en profondeur les programmes d'initiatives locales et Perspectives-Jeunesse, car il s'agit de 30,000 emplois et de centaines de groupes de jeunes gens qui ont vu leurs projets et leurs programmes rejetés. C'est peut-être parce qu'ils n'ont pas très bien compris les critères imposés, car des groupes d'autres localités ont fait accepter des projets semblables. Le dépit et l'anxiété qu'engendre ce genre d'activité de la part du gouvernement peut, dans bien des cas, rendre ces programmes plus nuisibles qu'utiles.